

P.

D. 9.

*Légation de Suisse*  
*en*  
*France*

Paris, le 4 juin 1953.

Rapport politique No 8

Confidentiel

L'évolution de la  
politique soviétique  
vue de Paris.

---

Monsieur le Conseiller fédéral,

Un expert français des questions soviétiques, qui vient d'accomplir un voyage de plusieurs semaines à Moscou, en est rentré avec l'impression que l'évolution qui s'est dessinée dans la politique soviétique depuis le décès de Staline revêt une bien plus grande signification qu'il n'avait pensé de prime abord à la lecture des rapports diplomatiques. Il a aujourd'hui l'impression que le nouveau gouvernement essaie réellement d'innover en plus d'un domaine par rapport au régime stalinien.

Tout d'abord, l'équipe qui remplaça Staline représente une tentative de retour à une formule de gouvernement collectif, tel qu'il fonctionnait les premières années du régime bolchéviste, à cette notable différence près qu'on ne sait pas qui, à l'instar de Lénine naguère, jouerait aujourd'hui le rôle d'arbitre au sein du collège dictatorial. C'est là, de l'avis du diplomate français, que gît la faiblesse organique de cette nouvelle oligarchie, qui court ainsi le risque de verser tôt ou tard, soit dans un nouveau despotisme, soit dans une crise intérieure d'une gravité exceptionnelle.

Monsieur le Conseiller fédéral  
Max P e t i t p i e r r e ,  
Chef du Département Politique fédéral,

B e r n e .

En attendant, les nouveaux dirigeants font de gros efforts pour se faire bien voir de la population (amnistie, baisse des prix, sentiment d'une sécurité personnelle un peu mieux assurée; enfin, manifestation du désir de coexister pacifiquement avec le monde non-communiste). Les nouveaux maîtres seraient parvenus à créer ainsi un sentiment de détente, surtout après l'impression de terreur qui régna en janvier et février derniers, lorsqu'éclata l'affaire du "complot des blouses blanches" et qu'on se crut revenu aux plus sinistres moments de la grande épuration stalinienne de 1936-1938.

Sur le plan de la politique étrangère, l'expert français retire également des nombreux contacts qu'il a eus à Moscou l'impression très nette que les Russes désireraient aujourd'hui tâter les intentions de l'Occident sur quelques points précis. Les Soviétiques font certes preuve d'une certaine circonspection en l'occurrence et il n'est pas dit qu'ils paieraient n'importe quel prix pour rétablir leurs contacts d'antan avec les Alliés occidentaux. Mais différents observateurs occidentaux des choses soviétiques sont convaincus que de tels contacts sont possibles, qu'ils pourraient être féconds, à condition d'être établis selon les méthodes éprouvées de la diplomatie, c'est-à-dire noués à l'écart des opinions publiques, mal averties des problèmes en cause et travaillées les unes et les autres par les passions idéologiques. Il conviendrait en outre que ces tractations fussent menées avec méthode, en sériant les problèmes, car vouloir aujourd'hui régler d'emblée toutes les questions, c'est aller au devant d'un échec certain. C'est sans doute ce que M. Molotov suggérait à l'ancien ministre travailliste Harold Wilson, quand il lui a rappelé qu' "il fallait apprendre à marcher avant de courir".

L'expert français pense que le problème allemand demeure au centre des préoccupations soviétiques et que de son règlement éventuel - aussi précaire, insatisfaisant pour beaucoup qu'il fût en définitive - dépend la nature à venir des relations entre l'Est et l'Ouest. Ce diplomate, qui depuis 1944 a suivi en qualité d'expert la plupart des grandes conférences internationales, rapporte de ses contacts à Moscou et à Varsovie le sentiment qu'un commencement de solution au problème allemand pourrait être approché si l'on s'inspirait de l'expérience autrichienne. Une allusion voilée à une telle solution lui fut même faite lors de son passage dans la capitale polonaise par un haut fonctionnaire des Affaires Etrangères. En effet, bien que le traité d'Etat ne soit toujours pas signé, le régime démocratique fonctionne en Autriche de manière relativement satisfaisante depuis huit ans, et ceci en dépit des vicissitudes de la guerre froide. La réunification politique de l'Allemagne, avec rétablissement d'un contrôle quadripartite tel qu'il existe à Vienne, serait un premier pas, qui laisserait évidemment ouverts les grands problèmes touchant l'avenir du pays, mais aurait l'insigne avantage d'apporter une atténuation à la surenchère que Russes et Occidentaux se livrent dans une Allemagne scindée en deux et de prouver, par là, que des solutions limitées sont possibles entre les deux antagonistes. L'URSS, dans cette hypothèse, accepterait l'institution d'élections libres et contrôlées dans la zone orientale et de leur côté, les Occidentaux reconnaîtraient sans ambages la frontière germano-polonaise de l'Oder-Neisse et renonceraient à intégrer l'Allemagne dans leur dispositif militaire. La nomination de M. Semionov aux fonctions de Haut Commissaire soviétique pour l'Allemagne a renforcé la conviction du diplomate français touchant le désir des Russes de rechercher une solution de compromis au problème allemand dans le sens

- 4 -

indiqué ci-dessus. Il a eu déjà d'assez nombreux contacts avec M. Semionov, qui lui paraît bien qualifié pour mener des tractations où la diplomatie aurait plus de part que la propagande.

Un tel règlement de la question, qui comblerait les vœux plus ou moins secrets de vastes secteurs de l'opinion française, rencontre, il va sans dire, l'opposition farouche du Chancelier Adenauer, qui en a deviné la teneur. Quant aux Britanniques, l'expert français a l'impression que c'est bien à un "agreement" de ce genre qu'ils pensent pour le problème allemand, encore que leur siège ne soit pas encore fait. Certains diplomates anglais, passant pour refléter les vues de M. Eden, paraissent encore redouter le saut dans l'inconnu que représenterait une telle solution, et surtout l'abandon des gages actuellement détenus en Allemagne occidentale qu'elle implique.

Les Américains, enfin, seraient de tous les plus divisés. Alors que certains diplomates en poste en Europe, tant occidentale qu'orientale, pencheraient pour une solution de compromis en Allemagne, impliquant l'ajournement de la ratification des accords de Bonn et de Paris, d'autres, qui ont l'oreille de M. Foster Dulles, sont d'avis de pousser sans tarder à la ratification de ceux-ci, quitte à entamer après coup une négociation avec Moscou, dans des conditions qu'ils espèrent (wishful thinking !) devoir leur être plus favorables. En définitive, la question serait débattue à la conférence des Bermudes et sa solution demeurerait pour une grande part entre les mains du Président Eisenhower. A ce sujet, je vous prie de trouver ci-joint un rapport très confidentiel sur l'entretien que l'expert français a eu à Moscou sur toutes ces questions avec l'Ambassadeur des Etats-Unis.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

1 annexe.

Le Ministre de Suisse :

*Ja ho*